

## L'INVESTISSEMENT AU CANADA

**M. Chrétien:** Monsieur l'Orateur, les contribuables canadiens ont profité d'un dégrèvement fiscal de \$100 durant les deux derniers mois. Cette politique fort stimulante a coûté au trésor plus de 700 millions de dollars. Je suis étonné que le député qui se plaint toujours que notre déficit est trop élevé propose maintenant de l'accroître.

**M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre des Finances. Dans un discours qu'il a prononcé à Montréal il y a deux jours, le ministre a déclaré, en parlant du dernier trimestre de 1977, que les perspectives d'investissements s'amélioreraient et que nous partions cette année sur une meilleure base de croissance réelle. Les chiffres que Statistique Canada a publiés hier et vendredi donnent un tout autre son de cloche et contredisent carrément ce que le ministre a dit dans son discours.

Étant donné que son ministère avait en main depuis au moins une semaine les chiffres exacts de Statistique Canada que le premier ministre a rapportés lui-même à la Chambre, pourquoi le ministre a-t-il intentionnellement trompé les Canadiens sur la situation actuelle?

**L'hon. Jean Chrétien (ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, je n'ai trompé personne. J'ai soigneusement relu le texte de mon discours avec mes collaborateurs. J'estime que l'économie canadienne s'est fort bien comportée au cours de la deuxième moitié de 1977 comparativement à celle des autres pays. Je ne crois pas qu'on puisse qualifier de faible une base de croissance réelle de 4.3 p. 100.

**M. Broadbent:** Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Les chiffres que Statistique Canada a publiés pour le dernier trimestre montrent que les investissements ont diminué de 10.8 p. 100 par année. Comment le ministre peut-il dire que nous partons d'une forte base de croissance réelle alors que les investissements sont à la baisse? Quand le ministre se décidera-t-il enfin à parler franchement aux Canadiens qui veulent connaître la vérité? Quand cessera-t-il de tromper les gens et présentera-t-il des programmes susceptibles d'améliorer la situation?

**M. Chrétien:** Monsieur l'Orateur, j'ai dit que notre économie connaissait une certaine vigueur. Nous avons connu, par exemple, une forte augmentation des surplus à l'exportation, mais la demande nationale est demeurée trop faible. Par les mesures adoptées l'automne dernier, nous avons accordé aux Canadiens pour 2 milliards de dollars de subventions et d'allègements fiscaux destinés à stimuler l'économie, y compris l'abattement de \$100 dont ils ont bénéficié en janvier et en février. En décembre, nous avons adopté certaines mesures qui avaient été étudiées par la Chambre au printemps dernier, cela afin de donner un coup de fouet au secteur privé. Ce sont tous ces facteurs qui m'ont amené à dire, et je n'ai pas changé d'avis, que notre économie connaîtrait une croissance réelle de 5 p. 100 en 1978.

**M. Broadbent:** Une dernière question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Naturellement le ministre n'a pas répondu à ma question mais il a quand même reconnu que la demande nationale n'était pas aussi forte qu'il l'espérait. Autrement dit, le mini budget de l'automne dernier et le budget du printemps

## Questions orales

dernier se sont tous deux soldés par un échec. La demande intérieure n'est pas assez forte pour stimuler le secteur manufacturier qui ne fonctionne qu'à 80 p. 100 de sa capacité. Le ministre peut-il maintenant assurer à la Chambre qu'il prendra des mesures correctives avant Pâques et qu'il annoncera des réductions d'impôts au lieu de garder ces mesures en réserve pour une campagne électorale qui aurait lieu après Pâques?

• (1427)

**M. Chrétien:** Monsieur l'Orateur, notre problème le plus fondamental, c'est que les gens doivent avoir confiance dans l'économie. Les prophètes de malheur...

**M. Stevens:** Comment avoir confiance tant que vous êtes ministre?

**M. Chrétien:** L'approche de l'opposition n'aide pas la cause. En outre, les réductions d'impôts que j'ai proposées sont entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier et le député fait allusion à des statistiques antérieures à cette date.

\* \* \*

[Français]

## LE COMMERCE

ON DEMANDE SI LE GOUVERNEMENT A REÇU DES INSTANCES DE L'INSTITUT CANADIEN DES TEXTILES VISANT AU MAINTIEN DES TARIFS DOUANIERS SUR LES TEXTILES

**M. Adrien Lambert (Bellechasse):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse à l'honorable ministre de l'Industrie et du Commerce. Étant donné que l'industrie du textile au Canada, spécialement dans la province de Québec, traverse des jours excessivement difficiles à cause du manque de contrôle sur les importations, le ministre pourrait-il dire à la Chambre s'il a reçu de l'Institut canadien des textiles des recommandations, des instances à l'effet que le Canada devrait s'opposer à la réduction des tarifs douaniers afin de protéger efficacement notre industrie du textile au Canada?

[Traduction]

**L'hon. J. H. Horner (ministre de l'Industrie et du Commerce):** Monsieur l'Orateur, je tiens à assurer à la Chambre que le caucus québécois me tient au courant de ce qui se passe dans l'industrie du textile. En réponse à la question du député, j'aimerais l'informer, ainsi que la Chambre, que les importations de textile pour l'année 1977 ont été inférieures de 1 p. 100 à celles de 1975. Il est encourageant de noter, dans le récent rapport de Statistique Canada, que les investissements dans l'industrie du textile ont augmenté considérablement au début de l'année.

[Français]

**M. Lambert (Bellechasse):** Monsieur l'Orateur, je remercie le ministre de nous avoir informés que les députés du caucus libéral de la province de Québec se préoccupent de cette question. Si tel est la situation, la dernière partie de la réponse du ministre n'est pas tout à fait conforme à la réalité. S'ils s'en préoccupent, c'est parce qu'il y a quelque chose qui ne va pas. Je voudrais demander très sérieusement au ministre s'il recommandera que le Canada accepte de réduire ses tarifs selon la formule suisse, ce qui aurait un effet très désastreux sur notre industrie? Peut-il assurer nos industries qu'il n'y aura pas de réduction de tarifs?